

# NI BONAPARTE ! NI BOULANGER !

## « LE MESSIE »

### La matraque symbole du pouvoir

L'UTILISATION de la légitime et salvatrice colère des masses exploitées, à des fins politiques, et le souci constant de détourner de leur vrai but les revendications et les manifestations, caractérisent les manœuvres de tous les postulants au pouvoir.

C'est d'abord le Badinquet de la IV<sup>e</sup>, démagogue s'il en fut, qui ameute la masse des petits bourgeois craignant pour leur tiroir-caisse, des vieilles filles rancives, des calotins en mal d'autorité « morale », des fils à papa assaillis de panache et de chauvinisme et de tous les imbéciles qui s'imaginent que l'His-toire marche à reculons.

Les « vertueuses » indignations qui jallisent de ces foules d'esclaves, et le délice patriote, cachent en fait les instincts les plus sordides, les haines les plus basses, le volonté de domination, les plus stupides, les orgueils les plus ridicules. Et en hurlant « vive la Liberté » ils prient tous leur Bon Dieu que toute liberté soit définitivement bannie.

Mais si on pouvait prendre un par un ces hommes et ces femmes, si on pouvait leur expliquer le pourquoi profond de leurs tourments, sans doute, alors, beaucoup d'entre eux reviendraient de leurs grossières erreurs.

Cette ignorance de la chose sociale est le pivot de toutes les autorités et de toutes les exploitations.

De leur côté, les chefs communistes agissent exactement de la même façon, exploitant les mêmes ignorances, les mêmes volontés mal formulées, et aussi hélas, les mêmes désirs de maintenir les classes parmi les ouvriers, en faisant du contremaître un privilégié vis-à-vis du manœuvre affamé.

Null part on ne trouve un appel vraiment humain ! Null part nous n'entendons s'élever la voix qui dénonce l'injustice sociale, caractérisée par la hiérarchie des salaires, la richesse des uns et la misère des autres. Au contraire, on fait tout pour laisser entendre que cet état de choses est normal et que, si l'économie se trouve mal en point, il faut s'en prendre à ceux qui gouvernent et non à une structure sociale dont le principe est parfait en soi !

C'est sur cet ignoble mensonge, sur cette escroquerie monstreuse que s'axe toute la propagande du politicien en mal de pouvoir — que se disputent maintenant deux larrons : de Gaulle et Thorez.

En attendant, les masses revendent, font la grève et manifestent. La colère agite tous les corps.

Excellent occasion de les « rassembler » par clan, par parti, par tendance.

### Diplomatie secrète

POUR la onzième fois les Trois ont rencontré Molotov. La comédie continue, et personne ne sait exactement ce que les acteurs de cette farce diplomatique sont en train de nous préparer.

Officiellement on discute toujours pour savoir comment l'imbroglio berlinois sera clarifié, la monnaie orientale courrielle et par qui, et quels seront les voies et moyens les plus indiqués pour ménager les susceptibilités des généraux, le prestige des patries et autres balivernes.

En attendant le « block-out » régne sur le fond véritable des discussions dont Berlin n'est qu'un des moindres aspects.

La diplomatie secrète agit. Elle est toute puissante et se moque éperdument de l'opinion.

C'est ce que l'on appelle le droit des peuples, la démocratie, la liberté.

Quatre individus réunis autour d'un tapis vert décideront de la paix ou de la guerre !

Pourtant, et afin de donner plus de poids à certains marchandages obscurs, on fait donner les « masses ». Les manifestations plus ou moins spontanées, d'un côté comme de l'autre, démontrent que le peuple allemand est un jouet entre les mains des « Deux Grands » et, quel que soit le dénouement de la crise internationale il sera immanquablement sacrifié à des intérêts qui ne sont pas les siens.

Reste maintenant à savoir où va le monde ?

Selon toute vraisemblance, cela est possible à dire, à la guerre. Mais nous ne pensons pas que cette issue fatale soit pour l'immédiat, bien que les apparences le fassent supposer.

L'Amérique ne pourra jamais tolérer qu'un concurrent sérieux entreveu-t de l'hégémonie mondiale.

Or, ce concurrent éventuel, la Russie, n'est pas encore prêt ni pour l'exportation massive, et beaucoup s'en faut, ni peut-être pour la guerre. Nous disons peut-être, car nul ne sait si les Soviétiques n'ont pas déjà mis au point quelque chose.

arme susceptible de contre-balancer efficacement la bombe atomique.

Mais, même si cela était, un conflit d'une telle envergure serait à l'heure actuelle probablement inopportun.

Les difficultés politiques que rencontre Staline dans les Balkans ainsi qu'en Pologne, la sourde hostilité des peuples qui l'opposent, l'extrême dénuement de l'Allemagne et de toute l'Europe en général, seraient des entraves et des embûches trop réelles pour risquer une telle aventure.

Quant aux U.S.A., il est certain que la clique militaire serait tout à fait disposée à déchaîner le conflit.

(Suite page 2.)

**N**OUS sommes en marche pour prendre la place de ceux qui nous gouvernent, et ces manifestations cesseront car bien-tôt nous aurons les moyens de les faire cesser ». Cette phrase prononcée par de Gaulle à Chambéry est tout un programme.

Il veut, et pour lui seul, la place de ceux qui gouvernent. Et il fera cesser les manifestations, toutes les manifestations, sauf celles qu'il ordonnera, qu'il organisera et qu'il fera cesser d'acclamations spontanées.

De Gaulle le mégalo-mane, de Gaulle le bouffi d'orgueil, prétend être l'incarnation de tout un peuple, prétend tout savoir, tout prévoir, connaître toutes les sciences !

C'est le « Jeanne d'Arc » de notre époque ! Un « Jeanne d'Arc » qui se contentera de voix tout à fait terrestres... Et qui entend se faire homologuer par la « démocratie » tout comme Hitlere le fit !

On n'aurait tout de même jamais cru que le peuple le « plus spirituel de la terre » ait pu accepter d'entendre, d'écouter un homme qui n'est ni Bonaparte, ni Boulanger, mais... Badinquet. Un homme qui dit : « Ceux qui à Dakar ont tiré des coups de canon sur l'homme qui vous parle ! Un homme qui croit véritablement être le messie !

En France, un mégalo-mane dangereux ameute des foules. Voilà où nous en sommes !

Face à cet histrion qui ne parle que trique et muselière, on ne trouve que mensonges, démagogies et appétit de pouvoir.

C'est-à-dire exactement la même chose sous une autre forme ! De tous côtés les menaces se précisent.

La force brutale qui se dissimule encore derrière une similitude va se démasquer. La pérénité du profit crapuleux, de l'autorité hideuse, de l'exploitation de l'homme par l'homme l'exigent.

On ne peut plus cacher les tares et les dérépitudes qui s'étalement au grand jour. Il faut que la nuit se fasse, et que tous, hommes, femmes et enfants, se courbent sous une impitoyable férule.

D'où qu'elle vienne, la réaction, c'est-à-dire le sauvement en extremis d'un système usé, vicieux et laid comme un vieillard lubrique, sera la même. Elle écrasera toutes les forces saines et jeunes, elle sacrifiera au mythe honteux de l'autorité dégradante, toutes nos espérances !

L'heure de la grande explication est peut-être plus proche qu'on ne le pense.

La sarabande monétaire entraîne dans son tourbillon affolé les dernières chances du libéralisme. Le navire fait eau de toutes parts et le « sauveur » s'apprête à prendre le gouvernail.

Mais le port où il nous mènera ne pourra être qu'un camp de concentration, un camp de mort spirituelle, en attendant la mort tout court au nom de la patrie.

A moins que, dans un ultime réflexe de défense, le peuple saisisse tous ces pantins et les jette par-dessus bord.



### AU FIL DES JOURS

#### LES CHIENS DE GARDE

Les policiers allemands « orientaux » arrêtent les policiers allemands « occidentaux » et vice versa !

Les « gardiens de l'ordre » sont les

mêmes partout. Qu'importe le maître pourvu que la pitance soit assurée. Désormais le commissariat de police s'identifie de plus en plus aux maisons closes... ou en chien !

SI VIS PACEM...

Dans Le Saviez-vous ? journal catholique, nous lisons : « La guerre ne doit

pas ensanglanter les lieux où le Prince de la Paix est mort pour les hommes... »

(Suite page 2.)



### THOREZ fourrier du Gaullisme ?

**L**ORSQU'ONT éclaté les grèves de ces jours derniers, elles se sont arrêtées de la part d'un certain nombre d'ouvriers la réflexion suivante : « La grève ? On a compris maintenant. On préfère que le Syndicat traite directement avec le Gouvernement ! »

C'est là le résultat inévitable de toute la stratégie communiste qui sacrifice les mouvements de grève à des objectifs purement politiques. L'économie est laissé de côté, délibérément escamoté malgré une surenchère démagogique. On conçoit, dans ces circonstances, que la grève sabotée tende finalement à apparaître comme une arme à rejeter, au profit des combinaisons louches des politiciens et des bonzes syndicaux. L'action directe se dissoit dans les tripotages bureaucratiques, tandis que le Syndicat se fond de plus en plus avec l'appareil d'Etat.

C'est ainsi que Thorez apprend de plus en plus aux ouvriers et à tous les travailleurs à ne plus attendre le salut d'eux-mêmes, mais de l'autorité. Il crée une mentalité infantile, plus profonde que le seul infantilisme par rappor-

port au Parti Communiste, dont le nom se lit d'ailleurs à l'échec des grèves. Il crée l'infantilisme des travailleurs vis-à-vis du général.

On pourrait dire que ce résultat paradoxal échappe à la volonté des hommes du Komintern, qu'il est la conséquence de leur seule possibilité d'accord.

Entre temps, les sindicats éprouvent des difficultés sans pourtant parvenir à reconstruire leur maison, les invalides du travail reçoivent des pensions dérisoires et un budget du Musée d'Histoire Naturelle s'est vu ramené de 90 millions à 5 millions.

On ne fait pas d'omelette sans casser d'ufs, on n'agit pas sans porter le flanc à l'ennemi.

Mais voilà que la même tactique se répète à l'Assemblée. On sait que le projet Fonlupt-Esperaber réclamait l'ajournement des cantonales à une

(Suite page 4.)

### Une jolie fripouille

Depuis quelque temps nos camarades libertaires sont victimes de la sollicitude du ministère de l'Intérieur.

Ce fut d'abord nos groupes qui attirèrent l'attention de l'officin de la rue des Saussaies. Oh certes, il n'a pas été question de les dissemes, tout au moins pas encore. Mais régulièrement les propriétaires des salles que nous louons pour nous réunir reçoivent la visite de « filés », délégués par le commissaire du quartier, et chargés de faire comprendre aux commerçants qui si nos réunions intérieures n'étaient pas interdites, l'autorité verrait avec plaisir ces réunions espagnoles, voire turques pour manque de locaux. Longuet l'on connaît les raisons que peuvent avoir certains propriétaires de salles d'être en bons termes avec la police, on voit très bien que les manœuvres d'intimidation aux auxiliaires, les elle se livrait visait à « interdire légalement » notre mouvement.

Enfin et tout dernièrement ce sont les employeurs de l'industrie privée et des services pour les usines nationales et les fonctionnaires, les concierges même qui requièrent la visite de tout ce que Paris compte de « poulets » en quête de renseignements à recueillir sur le comportement des militants de la Fédération Anarchiste.

Dans les usines, dans les bureaux, les dossiers furent examinés et conservés encore les traces des « pattes douces » qui les feuilletèrent. Dans les immeubles la vie privée de chacun fut épluchée. Enfin il sembla qu'un véritable renseignement de notre mouvement fut effectué par les services « spéciaux ».

Le procédé n'est pas nouveau. Il a déjà fait ses preuves. Certes il n'a jamais empêché une brillante carrière dans les « marais républicains », Briand et quelques autres en sont la preuve, mais par contre il a souvent porté un préjudice certain à des ouvriers n'ayant que leur travail pour subsister. Ce qui est nouveau c'est de voir ces procédés de basse police appliqués par un socialiste : M. Jules Moch.

M. Jules Moch, grand dignitaire marinique et député socialiste, marche devant la tête sur le chemin de ses dévotions. Le matraquage des travailleurs ne lui suffit plus. Les lauriers qui furent la réputation de feu Mandel et de son patron G. Clemenceau l'empêchent de dormir. A défaut d'être le « premier fils de France » il s'essaie d'en être le premier « mouchard » et ses listes si elles ne servent pas à son usage personnel, pourront être utilement employées par un gouvernement totalitaire communiste ou gaulliste décidé à se débarrasser de la pensée libre.

Mais, au fait, quelque part, au loin, dans la circonscription de M. Jules Moch, il existe bien des militants socialistes, des francs-maçons, qui avec de Frassens, Jaurès, Longuet et d'autres, ont de tout temps condamné ces ignorantes, avideuses dont d'ailleurs les travailleurs socialistes de la bonne époque ont été les premières victimes.

C'est pour eux que nous le disons, afin qu'ils s'en pénètrent bien.

M. Jules Moch est une jolie fripouille.

JOYEUX

### LETTER DE BELGIQUE

### « La farce du Benelux »

Me trouvant en France tout dernièrement, je fus interpellé en ces termes : « Alors, avec ce Benelux, la Belgique, la Hollande et le Luxembourg, ça ne fait plus qu'un ! »

Irrésistiblement je songeais à d'autres formules et d'autres slogans qui furent également pris au sérieux et qui sonnent aujourd'hui comme des refrains de chansons 1900. « La dernière des guerres », « le boche pâiera », ou comme ce mot historique dont on attend la confirmation depuis Louis XIV : il n'y a plus de Pyrénées !

Pour voir rendre compte à quel point la Hollande et la Belgique sont « un », il vous suffira de franchir la frontière qui sépare les deux pays. Les douaniers ne vous arrêteront peut-être pas tout nu, mais sachez que la moindre fraude peut coûter très cher. Sinon, pas de dévouement ! Evidemment, pour les Belges, testant la floraison, vont au marché officiel 16 francs belges et en réalisent (c'est-à-dire au marché noir) environ la moitié. De sorte que pour les Hollandais, au contraire, le change au cours officiel est tout à fait avantageux, et c'est également pourquoi il leur est pratiquement refusé. Aussi, lorsqu'un Hollandais débarque en Belgique, peut-il se faire conduire chez le tramway qui le conduira chez les relations avec lesquelles il s'arrange. Cela change donc pas des habitudes combinées qui régissent actuellement les déplacements hors frontières.

Mais alors, en quoi consiste donc ce fameux « Benelux » ? (abréviation de Belgique, Néerlande, Luxembourg). En peu de chose, en vérité, si ce n'est un thème de discours, de proclamations et de propagande « bourgeois », plus

évidemment « bourrage de crâne ». Eu substance « Benelux » ne constitue pas autre chose qu'un accord commercial et douanier comme il en existe ou existait entre la plupart des pays. La seule particularité qu'il présente c'est que l'accord entre la Belgique et la Hollande est plus facile, ces deux très petits pays d'importance presque égale étant reliés par des communications très faciles et ayant une langue en partie identique. D'autre part, « Benelux » est un moyen pour ces deux faibles puissances de s'appuyer dans leur lutte contre les grandes nations voisines ou lointaines. Quant au Grand-Duché de Luxembourg, avec ses 250.000 habitants, il trouve dans cette entente une illusion de force et de garantie.

(Suite page 2.)

### Paix armée !

**D**ES novembre 1945, l'armée belge était reconstruite. Le 25 avril 1945, d'après une déclaration du ministre de la Défense Nationale, cette armée coûtait 6 millions de francs par jour. fin mai 1948, le même ministre demandait 6 milliards de francs pour le budget annuel de l'année.

Entre temps, les difficultés éprouvent des difficultés sans pourtant parvenir à reconstruire leur maison, les invalides du travail reçoivent des pensions dérisoires et un budget du Musée d'Histoire Naturelle s'est vu ramené de 90 millions à 5 millions.

(Suite page 2.)





# A Brest

## Action ouvrière

A la suite du débrayage qui eut lieu le mercredi 15 sept. dans l'après-midi à l'Arsenal pour protester contre l'augmentation du prix du pain, prologue à d'autres hausses, la quasi-totalité des ouvriers de cette corporation a décidé la grève illimitée.

En pensant justement que l'insuffisance des conditions de vie intéressait non seulement les ouvriers de l'Arsenal de Brest, non seulement ceux de Brest, mais l'ensemble des travailleurs en France, les compagnons en lutte décideront dans la réunion qui suivit le débrayage d'alerter localement et nationalement leurs organisations.

Aujourd'hui vendredi, à l'ensemble de l'Arsenal qui continue la grève malgré les différentes tactiques employées par les bureaux de F.O. et de la C.R.T.C. pour briser l'ardeur des travailleurs, se sont joints les gars du bâtiment, de la métallurgie, du port, des produits chimiques, les inscrits maritimes, ce qui fait déjà une masse imposante se chiffrant dans les 15.000.

Ce soir se réunissent d'autres corporations : cheminots, Eclairage de France, communaux, alimentation pour décider quelle doit être leur attitude et, pour ma part, je ne doute pas de leur entrée dans la bataille.

Dans ce conflit, aux côtés de la C.G.T. qui est nettement prépondérante, la jeune C.N.T. participe de toutes ses forces et par l'un de ses militants a fait entendre à plusieurs reprises et à indiquer quelles étaient les revendications immédiates que le prolétariat de ce pays devait poser.

La C.N.T. est représentée au sein du Comité de grève et conformément aux décisions de son assemblée générale, œuvrera pour l'aboutissement des revendications trop faibles, beaucoup trop faibles à notre avis qui furent adoptées par les milliers de grévistes.

Car nous savons que ces revendications, même les nôtres, ne posent qu'une partie des droits que tout homme ou femme doit avoir.

C'est justement pour cela que la C.N.T. s'adresse à tous les travailleurs en les invitant à agir vigoureusement non seulement pour obtenir des avantages immédiats et à se préparer très sérieusement à prendre en mains l'administration d'une société dans laquelle l'exploitation de l'homme par l'homme n'existera plus.

A.L. L.

# LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE

L'usine aux ouvriers :: La terre aux paysans

## LA C.N.T. ET LA DEROUTE du syndicalisme en France

**E**n présence du problème posé par la diminution du pouvoir d'achat des salaires, une sorte d'unanimité se réalise du côté des salariés. Au moment où le besoin s'impose, chez le travailleur, le consommateur l'emporte sur le partisan de telle ou telle centrale syndicale. La nature reprend ses droits, et les préférences politiques sont mises en veilleuse au profit des préoccupations matérielles plus pressantes. En dépit de ce qui semble artificiellement les centrales syndicales réformistes, leurs adhérents se mettent d'accord sur des revendications qui leur sont communes à tous sans distinction d'appartenance, et il en résulte que de grands événements syndicaux semblent se préparer.

Cependant, la C.N.T. tout en prenant part à l'action ou en la déclenchant, ne peut s'associer automatiquement à tout ce qui se fait. Elle ne peut, sous prétexte d'être présente à tout prix, pactiser avec ceux pour lesquels le syndicalisme est un métier et la politique un moyen. D'autre part, en raison de sa faiblesse numérique, elle ne peut affirmer par avance qu'elle impulsera, puis orientera un mouvement d'envergure entièrement par elle-même. Devant son actuelle impuissance et l'ampleur de l'événement pressenti, une fraction de ses militants se tourne vers des solutions faciles et dangereuses

dans l'espérance d'élargir une sphère d'influence qu'à bon droit ils jugent insuffisante. Ne parle-t-on pas, dans certains milieux, d'en faire une organisation officiellement représentative, comme le sont les autres confédérations ? Cela pour faciliter son développement.

La stagnation actuelle de la C.N.T. est pénible, mais sa disparition dans le marais de la légalité serait un désastre. Il est vrai que l'action directe des travailleurs aboutit toujours, quand elle porte sur des revendications immédiates, à des pourparlers, à des négociations avec le patronat, avec l'employeur, même si celui-ci est l'Etat. Y a-t-il dans cela quelque chose de réformiste ? Dans la forme, certainement. Dans l'esprit, point forcément. A la suite, ou au cours d'une grève, lorsque le travailleur, après avoir fait jouer sa force (force d'inertie), en a démontré l'efficacité à son adversaire, il en résulte fatidiquement traiter avec lui (il ne s'agit en l'occurrence que de la grève revendicatrice et non expropriatrice). Ici la négociation est le fruit de l'action directe et se fait à chaud, elle s'identifie à la lutte, et ne se confond pas avec l'acceptation d'un régime qui rend cette lutte inévitable. Elle tend à consolider la position du travailleur sans l'engager vis-à-vis du système qui l'opprime. Elle laisse chacun sur ses positions alors que le syndicalisme qui

est le nôtre, parce que révolutionnaire, sans désespoir sur le plan immédiat, continue son action pour la transformation complète des rapports sociaux, pour la révolution sociale.

Par contre, l'organisation officiellement représentative siège dans les Conseils économiques de la machine gouvernementale et oppressive, elle fait antichambre dans les ministères, engage (ou prétend engager) la responsabilité ouvrière dans des décisions gouvernementales, elle est représentée aux Conseils des Prudhommes, etc., elle entretient une controverse pacifique et permanente entre l'Etat et le salariat, qui s'en trouve limité dans sa liberté de mouvements. Elle intègre la Confédération des Travailleurs à la structure de l'Etat. Sous le couvert d'améliorations de la condition ouvrière le plus souvent illusoires, elle donne au travailleur l'impression, tout comme le suffrage universel, qu'il est quelque peu maître de ses destinées. Par elle, le représentant confédéral, dans le domaine syndical, devient ce qu'est le député sur le plan parlementaire : un législateur. Elle trompe le travailleur sur sa position dans la lutte sociale et fait naturellement passer à l'arrière-plan la transformation rapide et profonde des rapports sociaux. Le syndicalisme s'éloigne de la voie révolutionnaire dès qu'il s'accorde d'un tel expédition, et la révolution ne devient plus, pour lui, qu'un sujet de dissertation, une chose dont on parle pour un avenir lointain, mais dans l'immédiat, elle ne compte plus, puisque l'action directe et révolutionnaire perd ses droits.

Qui osait dire que l'unanimité d'aujourd'hui était un leurre ? Grâce aux dernières mesures prises, le mécontentement connaît plus d'abstention ; C.F.T.C., C.G.T., C.G.T.-F.O., ont muselé leurs querelles, fait taire leurs dissensions, oublié leurs divergences, pour faire front contre cette façon de cataclysme qui devrait être détruit par l'apocalypse laissant tout le monde froid, les catholiques les plus fervents y compris.

Cependant, sachons nous montrer sages dans l'adversité et tirer profit de notre infériorité.

Jusqu'alors, nous étions de toute partie de combardins, margoulins, traîquants, agiotiers et autres gangsters, toujours prêts à vous offrir sain, sucre, huile, essence, beurre, à des taux « inofficiels ». Maintenant, cette armée de friponnes se trouve réduite à cette friponne unique que l'on nomme l'Etat.

Ceci constate un changement incontrôlable qui ne saurait nier que le plus honnête mauvaise foi.

Alors qu'il encore vous pouvez vous indigner, amener la foule contre celui qui vous vendait du plâtre nitré pour la farine, ou qui vous proposait du beurre à moitié francs le kilo, alors qu'à force de cris vous pouvez espérer faire mettre la main au collet de ce joli coco, voire même à la faire mettre à l'ombre pour faire peur qu'il ne fût pas fils d'archevêque ou petit copain de ministre, alors que tout ceci était possible hier, rien de semblable n'est plus aujourd'hui.

Un drapeau tricolore flotte sur le marché noir : l'agent de police est désormais le farouche défenseur du tripatouillage monopolisé dont il assurera le service d'ordre et que la foule saluera à six pas aux fanfares de « La Marseillaise ».

Il nous reste bien un recours...

Si les Français avaient un peu de mémoire, ils auraient souvenir de tous les doubles secteurs qui ont vu le jour (celui de M. Yves Farges y compris), et ils dévoieraient leur journal de la manchette à la signature du gérant, dans le légitime espoir d'apprendre que les représentants de nos deux assemblées vont à l'heure d'un prochain matin se rendre vers une prochaine guillotine.

Mais les Français ont si peu de mémoire.

## A LA S.N.C.F.

# Dans la galerie de la hiérarchie

La direction de la S.N.C.F., la plupart des directions régionales et des services de divers arrondissements sont à la solde ou à la remorque des politiciens et en particulier des staliniens et de leur appendice la C.G.T.

Nous nous proposons de passer en revue tous ces messieurs et, conformément au « protocole officiel », à tout seigneur tout honneur, commençons donc par M. Maurice Lemaire, directeur général de la S.N.C.F.

M. Maurice Lemaire, fils d'instituteur, fit un beau jour de 1895 à Gerbepal dans les Vosges. (Nous ignorons si à cette époque il possédait une opulente chevelure). M. Lemaire fit ses études à Polytechnique et entra aux chemins de fer en 1921, comme par hasard au lendemain de la fameuse grève des cheminots que beaucoup de copains payèrent de leur personne. En étudiant de près cette année 1921, M. Lemaire pourrait peut-être nous fournir de plus amples renseignements.

Donc à 28 ans, M. Maurice Lemaire fit ses premiers pas, si l'on peut s'exprimer ainsi, dans le métier de cheminot comme chef de district à Saint-Just-en-Chaussée, sur le réseau Nord. Puis, vien, il est bombardé rapidement chef de section à Saint-Omer. En raison de ses bons et loyaux services. On sait ce que ce peut dire.

Après un passage au Service central d'entretien à Paris et aux ateliers d'Érmont, M. Maurice Lemaire se retrouve chef d'arrondissement à Valenciennes.

Hiérarchie... Hiérarchie... Hiérarchie...

M. Lemaire étant un grand spécialiste dans l'art de faire travailler les autres, fut alors détaché au réseau de l'Etat pour y faire appliquer les procédés nouveaux de soufflage mesure.

C'est alors que commence la grande histoire... En 1937, alors que le Front Populaire est au pouvoir, alors que les staliniens sont à deux doigts d'être les maîtres du pays, comme par hasard encore, M. Maurice Lemaire est appelé en Alsace-Lorraine comme ingénieur en chef adjoint au Service de la voie et lors de la constitution de la S.N.C.F., il devient ingénieur en chef au Service central des installations fixes.

En septembre 1939, au moment où la guerre éclate avec l'Allemagne, toujours comme par hasard, M. Lemaire est nommé sous-directeur a... Strasbourg.

Pendant l'offensive allemande dans les Flandres, M. Lemaire commande les chemins de fer de campagne.

Pourquoi pas, après tout. Il y en avait bien d'autres qui commandaient à cette époque.

Après l'armistice de 1940, il est nommé directeur des Services de la reconstrucción.

Pétain était au pouvoir. Mais qu'impose au régime, il fallait bien... faire travailler les autres, que diable, pour gagner sa vie.

En mars 1944, nous retrouvons M. Lemaire non pas à Dachau ou dans une prison nazie. M. Lemaire a su travailler pour « la patrie » et il a réussi ce magistral tour de force de se faire nommer directeur de la région Nord... au rez et à la barbe de « l'occupant ».

Enfin, la « libération » arrive. Tournemaine et la grande nobla stalinienne prennent la tête de la Fédération des Cheminots. Tournemaine devient membre du Conseil d'administration de la S.N.C.F. et M. Maurice Lemaire, toujours par hasard, est nommé le 10 octobre 1944 directeur général adjoint de la S.N.C.F., puis directeur général début 1945.

On peut donc être assuré, après la brillante carrière de M. Maurice Lemaire, que celui-ci est un technicien aimant son métier et qu'il a horreur de la politique... stalinienne.

R. S.

## L'ETAT nationalise le MARCHE NOIR

Reconnaissons-le avec toute l'humilité que mérite une pareille constatation : la Fédération anarchiste a moins fait pour la Révolution depuis le début de l'année que le ministère Queuille après quinze jours d'outrages.

Qui osait dire que l'unanimité d'aujourd'hui était un leurre ? Grâce aux dernières mesures prises, le mécontentement connaît plus d'abstention ; C.F.T.C., C.G.T., C.G.T.-F.O., ont muselé leurs querelles, fait taire leurs dissensions, oublié leurs divergences, pour faire front contre cette façon de cataclysme qui devrait être détruit par l'apocalypse laissant tout le monde froid, les catholiques les plus fervents y compris.

Cependant, sachons nous montrer sages dans l'adversité et tirer profit de notre infériorité.

Jusqu'alors, nous étions de toute partie de combardins, margoulins, traîquants, agiotiers et autres gangsters, toujours prêts à vous offrir sain, sucre, huile, essence, beurre, à des taux « inofficiels ». Maintenant, cette armée de friponnes se trouve réduite à cette friponne unique que l'on nomme l'Etat.

Ceci constate un changement incontrôlable qui ne saurait nier que le plus honnête mauvaise foi.

Alors qu'il encore vous pouvez vous indigner, amener la foule contre celui qui vous vendait du plâtre nitré pour la farine, ou qui vous proposait du beurre à moitié francs le kilo, alors qu'à force de cris vous pouvez espérer faire mettre la main au collet de ce joli coco, voire même à la faire mettre à l'ombre pour faire peur qu'il ne fût pas fils d'archevêque ou petit copain de ministre, alors que tout ceci était possible hier, rien de semblable n'est plus aujourd'hui.

Un drapeau tricolore flotte sur le marché noir : l'agent de police est désormais le farouche défenseur du tripatouillage monopolisé dont il assurera le service d'ordre et que la foule saluera à six pas aux fanfares de « La Marseillaise ».

Il nous reste bien un recours...

Si les Français avaient un peu de mémoire, ils auraient souvenir de tous les doubles secteurs qui ont vu le jour (celui de M. Yves Farges y compris), et ils dévoieraient leur journal de la manchette à la signature du gérant, dans le légitime espoir d'apprendre que les représentants de nos deux assemblées vont à l'heure d'un prochain matin se rendre vers une prochaine guillotine.

Mais les Français ont si peu de mémoire.

## De l'intercorporation

### C. N. T. de Brest

Devant la situation tragique dans laquelle se débat la classe ouvrière, la C.N.T. de Brest proclame la nécessité d'une

organisation se réclamant des principes de l'A.I.T., amenant la disparition d'une

société basée sur le salariat et le patronat et son remplacement par celle basée sur les principes égalitaires.

Elle déclare que, dès maintenant, tout syndicaliste aspirant aux mêmes buts doit venir se joindre à nous et travailler à l'œuvre commune.

Face aux nécessités du moment, elle revendique :

1° Révalorisation des salaires sur la base de 27.000 fr. pour 173 heures mensuelles.

2° Echelle mobile.

3° Diminution des catégories réduites à 3.

4° Suppression des impôts sur le salaire.

5° Congés payés : un mois de congé pour tous, un mois et demi pour les moins de 20 ans.

6° Retraite pour tous à 50 ans d'âge et 25 ans de travail.

Elle invite le congrès confédéral de la C.N.T. à faire siennes ces revendications.

LEZANT.

## THOREZ, fourrier du gaullisme ?

(Suite de la 1<sup>re</sup> page)

2<sup>re</sup> Région. — Assemblée générale, salle Lancy, le dimanche 26 septembre.

Matin. — Séance de travail réservée aux délégués des groupes (salle C), 9 h. 30.

Après-midi : Assemblée générale d'information et de discussion (salle C), 14 h. 30.

Les travaux se feront sur la base de l'ordre du jour adopté lors de la dernière assemblée tenue au Palais de la Mutualité le 11 septembre.

Vu l'importance de cette assemblée et les circonstances actuelles, nous espérons que les militants assisteront nombreux et permettront ainsi un travail utile et efficace sur le plan de la région patrimoniale.

Il nous reste bien un recours...

Si les Français avaient un peu de mémoire, ils auraient souvenir de tous les doubles secteurs qui ont vu le jour (celui de M. Yves Farges y compris), et ils dévoieraient leur journal de la manchette à la signature du gérant, dans le légitime espoir d'apprendre que les représentants de nos deux assemblées vont à l'heure d'un prochain matin se rendre vers une prochaine guillotine.

Mais les Français ont si peu de mémoire.

Le Komintern veut-il se faire le champion d'une nouvelle « résistance intérieure » contre le gaullisme, afin de préparer l'arrivée des « libérateurs » russes ? Le machiavéisme du Parti Communiste dépasse l'entendement. Mais, au moins, une chose est claire : un parti dictatorial n'a jamais été l'obstacle à l'avènement d'une dictature. Voter pour Thorez contre De Gaulle, c'est ne pas vouloir ouvrir les yeux.

MICHEL.

SOURIANT

Le Gabin : « Tribune des Cheminots », organe de la Fédération des

1946.

« Extrait du « Journal officiel », séance de l'Assemblée nationale du 10 août.

M. le Président